

MARCHE PUBLIC DE SERVICES
MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

<i>Personne publique</i>

ETAT – MINISTERE DES ARMEES

Conducteur d’opération

ETABLISSEMENT DU SERVICE D’INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE LYON
--

Objet de la consultation

ORANGE (84) – Base Aérienne 115 – Capitaine de Seyne Accueil de l’escadron RAF-6 Assistance à maîtrise d’ouvrage (AMO) Environnement et Ecologie

SOMMAIRE

description du marche	3
1. Objet du marché	4
2. Présentation du projet	4
2.1. <i>Présentation du projet RAFALE 6</i>	4
3. conduite generale de la mission.....	8
3.1. <i>Généralité</i>	8
3.2. <i>Organisation de la maîtrise d’ouvrage</i>	8
3.3. <i>Obligations et organisation du titulaire</i>	9
3.4. <i>Situation domaniale du site et contraintes d’urbanisme</i>	9
3.5. <i>Organisation de réunions de coordination</i>	9
3.6. <i>Qualité du dossier</i>	10
3.7. <i>Documents joints au dossier</i>	10
3.8. <i>Phasage</i>	10
3.9. <i>Points de contrôle et d’arrêt</i>	11
3.10. <i>Calendrier prévisionnel (inclus au forfait)</i>	12
3.11. <i>Contextes législatif et réglementaire général de l’opération</i>	12
3.12. <i>Echange avec le service instructeur (inclus au forfait)</i>	12
3.13. <i>Moyen de communication</i>	13
4. prestations détaillées a réaliser	13
4.1. <i>Partie technique 1 études phase amont</i>	13
4.2. <i>Partie technique 2 : Réalisation des dossiers jusqu’à l’obtention des arrêtés</i>	22
4.3. <i>Partie technique 3 : suivi environnemental</i>	26
Annexes	32

DESCRIPTION DU MARCHE

1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage¹ pour la réalisation de l'ensemble des études ICPE, IOTA, environnementales et du suivi écologique en phase travaux pour l'accueil de **l'escadron Rafale 6 sur la BA 115 d'Orange.**

Les infrastructures liées à ce projet sont :

- Un Hangar de maintenance ;
- Un bâtiment escadre ;
- Un bâtiment froid ;
- Un parking de 215 places VL et un local deux roues de 260 M² ;
- Des réalisations de VRD.

La soumission du projet à, enregistrement et à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une vérification et d'une validation de la part du prestataire. Une analyse des autres réglementations environnementales devra aussi être réalisée.

D'une manière générale, le prestataire devra l'assistance au maître d'ouvrage et au pétitionnaire dans ses relations avec les différentes autorités compétentes :

- L'autorité environnementale, DREAL ;
- L'inspection des installations classées du ministère des armées, représenté par le contrôleur général des armées (CGA/IIC) ;
- La direction des territoires de l'immobilier et de l'environnement, le préfet de département, le préfet de région ;
- etc.

Cette assistance se poursuivra jusqu'à la parution de l'acte administratif d'autorisation environnementale (arrêté d'autorisation ou décret d'autorisation selon le cas) pour les installations classées et les éventuelles autres autorisations instruites par les autorités administratives hors ministère des armées.

Le titulaire doit également une assistance à maîtrise d'ouvrage jusqu'à la mise en service de l'infrastructure prévue en Septembre 2028.

2. PRESENTATION DU PROJET

2.1. Présentation du projet RAFALE 6

2.1.1. Contexte du projet RAFALE 6

Afin de continuer la modernisation de la BA 115, il est nécessaire de prévoir un nouveau pôle opération-maintenance (objet du programme) pour l'accueil du 6^{ème} escadron de chasse sur RAFALE et de rénover des aires de stationnement et de stockage.

Le projet RAF-6 fait suite au projet RAF-5 qui a donné lieu aux obtentions suivantes :

- Arrêté d'enregistrement d'une installation classée ICPE rubrique 2930-1a ;
- Arrêté préfectoral portant dérogation à l'interdiction de destruction, d'altération et de dégradation d'habitats d'espèces protégées ;
- Arrêté ministériel portant dérogation à la protection stricte des espèces.

Le besoin étant lié à plusieurs catégories d'installation (ICPE et IOTA), une réunion de cadrage avec les autorités compétentes (CGA/IC, DREAL, etc.) pourra avoir lieu au début du marché.

¹ Le maître d'ouvrage est représenté par le SID, il agit pour le compte du pétitionnaire ou porteur de projet qui porte la responsabilité du projet, toutefois le SID est l'interlocuteur unique de l'entreprise titulaire pour l'application des termes du contrat.

--	--	--

Le projet consiste à réaliser des infrastructures conformes aux normes en vigueur vis-à-vis de la protection de l'environnement. Le dossier ICPE /IOTA devra donc définir les dispositions constructives et les méthodologies de travaux à respecter pour obtenir les autorisations environnementales nécessaires.

La liste des ICPE /IOTA existantes sur l'emprise concernée est jointe en annexe 3 et 4.

Les principaux éléments constituant l'opération, objet du présent marché, sont :

- ⇒ Escadron de Soutien Technique Aéronautique : il gère la maintenance des avions. Il est demandé la construction d'un hangar de maintenance (HM), d'ateliers et de la partie commandement (bureaux) pour un total de 156 personnes. Le bâtiment sera composé de 8 postes de maintenances avion équipés de ponts roulant.
- ⇒ Escadron de Chasse 6 (EC 6) : il met en œuvre les avions pour l'activité aérienne et les missions réalisées sur le territoire national ou étranger. Il est demandé un bâtiment administratif avec des bureaux, des salles d'instructions, des salles de briefing et de débriefing, une salle de conférence d'au moins 60 m², une salle de formation Virtual Maintenance Training de 45m², des vestiaires, des salles de repos, des salles de sommeil, une salle de sport.
- ⇒ Création d'un parking pour véhicules légers, motos et vélos.
- ⇒ Stationnement et mise en œuvre : création d'une extension d'aire aéronautique. Elle doit satisfaire au besoin en fonction de la partie technique qui sera retenue.
- ⇒ Stockage : création d'un hangar de 1200m² de « stockage froid » afin d'y entreposer du matériel hors eau – hors air.

2.1.2. *Situation géographique*

La Base Aérienne 115 est située dans le département du VAUCLUSE (84). Elle comprend la plateforme aéronautique historique dont les 370ha s'étendent sur les communes de Camaret au nord-est, Jonquières au sud et Orange pour la majorité du foncier.



Figure 1 Photo satellite de situation



Figure 2 Photo aérienne de la base aérienne 115

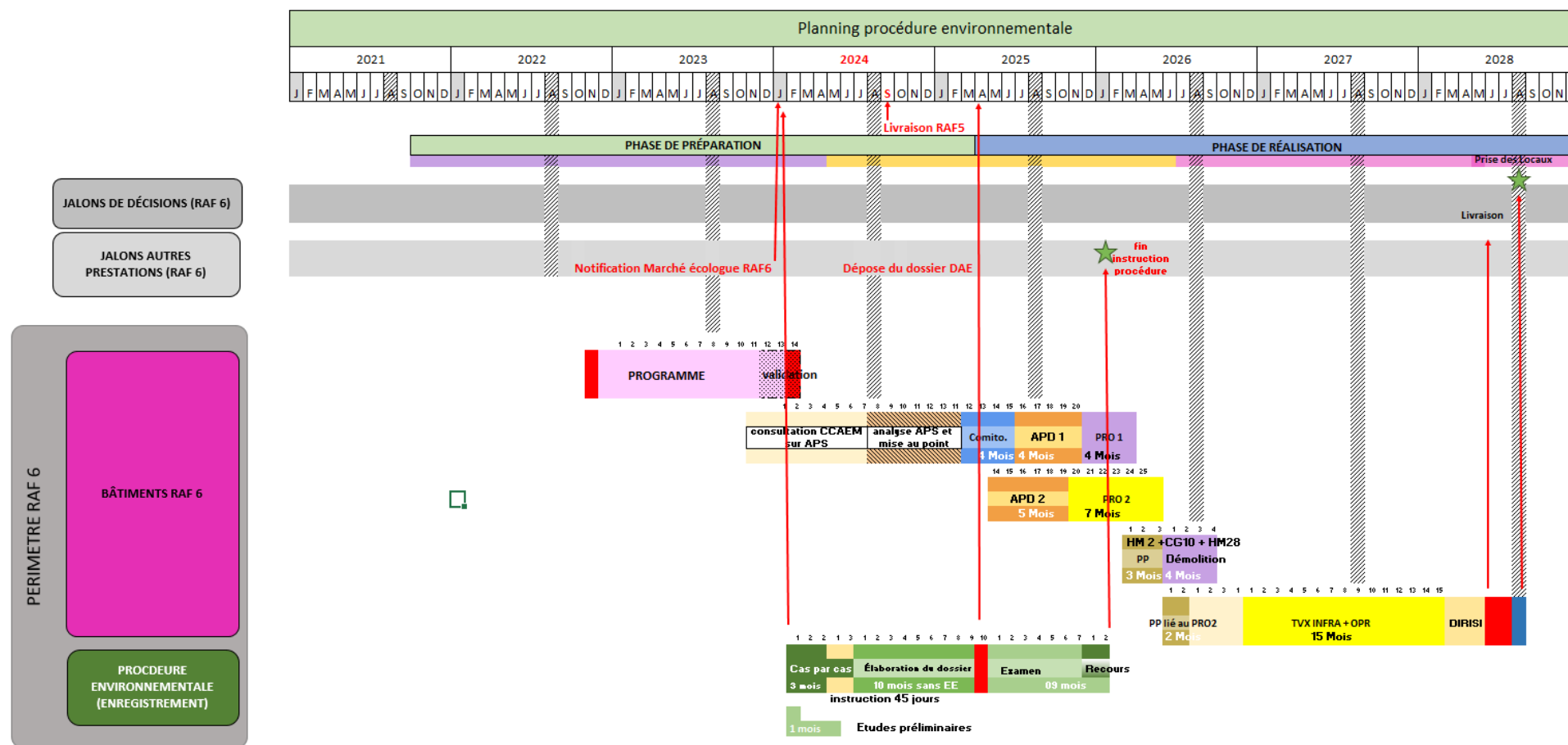
2.1.3. Liste des principaux travaux du projet RAFALE 6

Les principaux travaux sont les suivants :

- ⇒ Démolition du hangar de maintenance n°2 actuel, du CG10 et du HM28 ;
- ⇒ Construction du nouveau hangar de maintenance d'une surface d'environ **10 000m²** avec les VRD associées ;
- ⇒ Construction d'un bâtiment de l'EC RAF 6 d'environ **1300m²** sur 2 ou 3 niveaux ;
- ⇒ Construction d'une aire de stationnement véhicules légers de 215 places d'environ 5000 M² ;
- ⇒ Local deux roues 260 M² ;
- ⇒ Construction d'aires aéronautiques en fonction de la partie technique retenue pour une surface d'environ 20 000 M² ;
- ⇒ Construction d'un hangar froid de 1200 M².



2.1.4. Planning de l'opération RAF-6



--	--	--

3. CONDUITE GENERALE DE LA MISSION

3.1. Généralité

La prestation demandée au titulaire comprend toutes les recherches documentaires, études, investigations nécessaires à la réalisation d'un ou plusieurs dossiers de demande d'autorisation environnementale complets et sous une forme aboutie.

Au titre du présent marché, le titulaire doit notamment veiller au respect des délais de la procédure réglementaire et a une obligation de moyens. La prestation minimale due par le titulaire doit aboutir à un dossier recevable par les services instructeurs jusqu'à l'obtention du décret ou de l'arrêté d'autorisation environnementale. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de prolonger celle-ci jusqu'à la livraison et la fourniture de l'attestation de conformité, soit de l'interrompre à tout moment.

Le prestataire assurera également une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition et la conception des ouvrages existant ou à réaliser. Il assurera les missions :

- Pour la protection des milieux (eau, air, sol) ;
- Pour la prévention des risques anthropiques (technologiques et chroniques).

Pendant toute la durée des prestations, le titulaire doit respecter les règles de sécurité et avoir le souci de créer le moins de gêne possible vis-à-vis des déplacements et de l'activité sur le site.

Une attention toute particulière doit être apportée à la propreté et à la bonne tenue des installations.

Le titulaire est tenu de se conformer au code du travail pour prendre toutes les mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme du ministère en charge de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures.

3.2. Organisation de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est organisée sous forme d'une équipe projet ESID de Lyon et une équipe de la BA 115 (le pétitionnaire).

3.2.1. *L'ESID de Lyon*

L'équipe est composée :

- Du responsable local de programme de l'ESID de Lyon ;
- Du représentant de la maîtrise d'ouvrage : Pôle Conduite d'Opérations de Montpellier (PCO) / Cellule Rafale ;
- Du conseiller environnement de l'ESID : Antenne Bureau Protection de l'environnement de Istres.

L'ESID est responsable du contrat avec le titulaire, seul habilité à éditer les ordres de services.

3.2.2. *La BA 115*

L'équipe est composée :

- Le Commandant de la Base Aérienne 115 ;
- Le pétitionnaire ou son représentant : BISMA (Bureau Interface des Soutien et Maitrise de l'Activité) BA115 ;
- Le chargé d'environnement du pétitionnaire : Le Bureau prévention environnement incendie (BPEI) de la BA 115 ;
- Le chargé de mission RAFALE.

Cette équipe pourra être enrichie de spécialistes de l'administration à tout moment en fonction des problématiques à traiter et/ou modifier au fur et à mesure de l'avancement du projet.

Cette équipe a les responsabilités du pétitionnaire.

3.3. Obligations et organisation du titulaire

Le titulaire doit respecter les obligations suivantes :

- Etre signataire de la « charte d'engagement des bureaux d'études dans le domaine de l'évaluation environnementale » ;
- Respecter les clauses de confidentialité et de protection des informations sensibles ;
- Se déplacer sur le site de manière à avoir une connaissance fine du site, de ses enjeux et de ses usages ;
- Signer l'engagement de confidentialité DR et faire l'objet d'une autorisation d'accès après contrôle de sécurité (fichier SOPHIA de contrôle à fournir avec l'offre). Cette obligation s'applique aussi à l'ensemble des intervenants sur le dossier.

Le prestataire doit proposer une équipe de projet constituée :

- D'un responsable de projet, interlocuteur principal du maître d'ouvrage ;
- D'une équipe de projet pluridisciplinaire regroupant les compétences nécessaires à la réalisation du dossier, le niveau de compétence requis pour chaque discipline doit être adapté à la complexité du projet.

3.4. Situation domaniale du site et contraintes d'urbanisme

Le site concerné par le dossier de demande d'autorisation est une base aérienne. A ce titre, ce projet est exonéré de permis de construire conformément aux articles L 421-5, R.* 421-8-b et R.* 421-13 du code de l'urbanisme. Cependant, cette exonération administrative n'est pas exclusive du respect des règles d'urbanismes (Articles L 421-6 et L 421-8 du code de l'urbanisme) :

Les constructions dispensées de toute formalité au titre du présent code doivent être conformes « *aux dispositions législatives et réglementaire relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords* ». De plus elles ne doivent pas être « *incompatibles avec une déclaration d'utilité publique* ».

Le titulaire du présent marché réalisera une autorisation d'urbanisme si elle est demandée par les autorités compétentes. (Inclus au BPU)

3.5. Organisation de réunions de coordination

Différentes réunions seront organisées dans le cadre de ce marché. Celles-ci seront au forfait complétées au BPU pour des prestations particulières.

Pour chacune de ces réunions au forfait et BPU, le prestataire doit rédiger un compte-rendu qu'il diffuse sous 72 h à toutes les parties concernées.

Objet des réunions aux forfaits :

Elles auront lieu soit sur le site de la base aérienne 115 soit au PCO de Montpellier soit au sein de l'ESID de LYON.

Elles seront programmées par ordre de service aux échéances suivantes :

- Au début du marché, en vue de la préparation des prestations à réaliser (réunion de lancement du marché) ;
- En phase conception du marché de travaux (6 réunions en présentiel sur la BA 115) ;
- Au lancement de chaque partie technique (soit 3 réunions en présentiel sur la BA 115) ;
- En milieu de chaque partie technique pour présenter le bilan de l'état des lieux et la nature des prestations complémentaires à réaliser (soit 3 réunions en présentiel sur la BA 115) ;
- A la fin de la chaque partie technique, pour présentation des résultats (soit 3 réunions en présentiel sur la BA 115) ;

- En cours de préparation du DAE (partie technique 2) chaque pièce sera relue par la maîtrise d'ouvrage (ESID et BA 115) afin d'y apporter les corrections nécessaires. Les pièces corrigées seront relues en présence du titulaire sur le site de la BA 115. Les pièces pourront faire l'objet de modifications en séance afin d'être validées au plus vite par le pétitionnaire (la BA115) avant envoi aux services instructeurs. (Le nombre de réunion sera fonction de la qualité du travail rendu et de la validation par le pétitionnaire des pièces produites).

Objets des réunions au BPU :

- Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande du maître d'ouvrage et programmées par OS par journée ou demi-journée ;

3.6. Qualité du dossier

La qualité du dossier est jugée par l'équipe projet du maître d'ouvrage sur :

- La conformité de son contenu avec l'article R 181-13 ou R512-46-1 à 30 du code de l'environnement du présent marché ;
- La bonne compréhension des enjeux liés au projet ;
- Les propositions pour résoudre les difficultés potentielles pour obtenir la conformité recherchée ;
- Sa lisibilité, son organisation², sa facilité de lecture pour les non-initiés ; le dossier doit être clair et accompagné de synthèses à chaque fin de chapitre ;
- L'illustration, le choix de graphiques judicieux et commentés ;
- La cohérence entre les différentes parties du dossier ;
- Sa recevabilité lors de la phase d'examen.

3.7. Documents joints au dossier

La liste des documents à joindre au dossier est établie par le prestataire et soumise à validation de l'équipe projet du maître d'ouvrage. Les documents sont ensuite produits par le prestataire.

3.8. Phasage

Les prestations du présent marché sont scindées en trois (3) parties techniques, au sens des parties techniques de l'article 22 du CCAG-PI dont le contenu est défini dans le chapitre 4

La prestation demandée au titulaire **comprend toutes les investigations et diagnostics** rendues nécessaires à l'obtention de l'autorisation environnementale pour les installations concernées par le présent marché.

Partie technique n°1 Etudes phase amont	Cadrage réglementaire ICPE/IOTA et environnemental	Ch. 4.1.1
	Réalisation d'un pré-diagnostic écologique ou diagnostic flash	Ch. 4.1.2
	Réalisation des études préliminaires (diagnostics, audits, relevés, analyses, pré-dimensionnements)	Ch. 4.1.3
	Evaluation simplifiée des incidences « Natura 2000 »	Ch. 4.1.4
	Demande d'examen au cas par cas	Ch. 4.1.5
	Assistance à la conception Elaboration d'un rapport relatif aux dispositions constructives applicables au projet (ICPE, IOTA)	Ch. 4.1.6

² Respect de l'intitulé et de l'ordre des éléments définis aux articles du code de l'environnement.

	Etude de danger		Ch. 4.1.7
	Echange avec les services instructeurs (information et cadrage) BPU		Ch. 4.1.9
	Rédaction de la Notice de Respect de l'Environnement RAF-6		Ch. 4.1.10
	Assistance à la remise des offres marchés de travaux		Ch. 4.1.11
Partie technique n°2 Réalisation des dossiers jusqu'à l'obtention des arrêtés	Si dispense EE (Evaluation Environnementale)	Réalisation des éventuelles études complémentaires demandées par les services instructeurs (ex DLE ou DEP).	Ch. 4.2.1
	Si EE (Evaluation environnementale)	Réalisation d'une étude d'impact Réalisation des autres études si nécessaires (DLE, DEP, dossier complet Natura 2000).	Ch. 4.2.1
	Réalisation du dossier de demande d'autorisation environnementale ou d'enregistrement (ICPE, IOTA) et prise en compte des demandes de compléments et des remarques formulées si rejet pour présentation d'un nouveau dossier.		Ch. 4.2.2
	Constitution du dossier d'enquête publique, l'élaboration des réponses aux questions soulevées, les visites de site, les réunions publiques.		Ch. 4.2.3
	Assistance durant la phase de décision, examen contradictoire du projet d'arrêté, examen ou passage en CoDERST, avis sur le projet d'arrêté finalisé.		Ch. 4.2.3
Partie technique n°3 Suivi environnemental	Audit environnemental initial		Ch. 4.3.1
	Suivie de la période de préparation pour chaque travaux		Ch. 4.3.2
	Assistance pendant la phase réalisation (travaux) pour vérifier la conformité du projet au dossier environnemental et suivi de chantier		Ch. 4.3.3
	Formation et sensibilisation aux différents risques		Ch. 4.3.4
	Balisage environnemental		Ch. 4.3.5
	Suivi du risque de pollution		Ch. 4.3.6
	Respect de la politique en matière de plantation et l'implantation de plantes exotiques		Ch. 4.3.7 Ch. 4.3.8
	Supprimer les pièges pour la faune		Ch. 4.3.9
	Bilan environnemental annuel		Ch. 4.3.10
	Audit environnemental final		Ch. 4.3.11

3.9. Points de contrôle et d'arrêt

Les points de contrôle et points d'arrêt seront définis entre le maître d'ouvrage et le prestataire lors la première réunion (réunion de lancement).

Les points de contrôle et d'arrêt seront intégrés au planning.

Les points de contrôle et d'arrêt peuvent être :

- Le suivi de l'exhaustivité des consultations des services et de leur contenu = point de contrôle ;
- La validation par le maître d'ouvrage pour chaque étude spécifique de la nature des investigations terrain = point de contrôle ;
- Le contrôle du contenu de chaque rendu par partie technique (évaluation environnementale, étude des incidences Natura 2000, étude d'impact, état initial) = point d'arrêt.

3.10. Calendrier prévisionnel (inclus au forfait)

Le titulaire fournira un calendrier prévisionnel sous 15 jours après le démarrage de la mission en y incluant les délais de chaque intervenant (dont délais réglementaires d'instruction). Ce calendrier prendra en compte un délai global de relecture interne chez le pétitionnaire d'une durée maximum de 10 mois. Un premier calendrier sera fourni avec l'offre, puis il sera actualisé au lancement du marché et à l'issue des différentes étapes de validation.

3.11. Contextes législatif et réglementaire général de l'opération

Il est de la responsabilité du prestataire d'identifier le cadre réglementaire. Il doit aussi se référer aux normes et aux règles de l'art en vigueur et fournir à l'équipe projet du maître d'ouvrage dans le cadre de son mémoire technique et au cours de la période de préparation la liste des textes applicables.

Les spécificités du ministère sont définies à l'annexe 1 – Organisation du ministère des armées – modalités spécifiques de l'exercice de la police administrative au ministère des armées.

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de la réalisation de ses prestations, et prend en compte les spécificités du ministère.

3.12. Echange avec le service instructeur (inclus au forfait)

Le dossier pourra nécessiter des échanges avec le service instructeur représenté par le contrôleur général des Armées (CGA), inspecteur des installations classées. Le titulaire du présent marché doit rédiger les pièces nécessaires pour interroger le service instructeur.

3.12.1. Demande de cadrage (article L. 122-1-2 et article R. 122-4)

Le prestataire élaborera en tant que de besoin une demande de cadrage remis à la maîtrise d'ouvrage qui sollicitera le CGA/IIC en fonction des différentes options possibles et en cas de doute sur certaines questions qui pourraient remettre en cause le bon déroulement de la phase d'examen par les services instructeurs ou consultés (CGA/IIC pour les ICPE et IOTA, collectivités, DREAL, DDT...).

La requête relative à une modification d'échelle des plans constituant le dossier graphique est incluse à cette demande.

Cette demande de cadrage fera l'objet soit d'un simple échange de courriers soit de la tenue d'une réunion qui donnera lieu à un compte rendu (CR) à rédiger par le prestataire. Le CR fera l'objet d'une validation par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et sera diffusé par le pétitionnaire.

Les informations et recommandations reçues à l'issue de cette phase seront prises en compte dans l'élaboration de l'évaluation environnementale et des éléments spécifiques liés à l'objet des autorisations (ICPE, IOTA, défrichement, destructions d'espèces, etc...)

Les études complémentaires nécessaires sont à la charge du prestataire et seront rémunérées en plus si elles sortent du cadre initial du marché (inclus au BPU)

3.12.2. *Demande d'information (article L. 185-5)*

Sur la base des informations disponibles et notamment du formulaire Cerfa de la demande de cas par cas, et/ou de l'avis motivé de l'autorité environnementale, le prestataire proposera s'il en identifie le besoin, une rédaction de la demande d'informations informelles. Celle-ci est nécessaire en fonction des différentes options possibles et en cas de doute sur certaines questions qui pourraient remettre en cause le bon déroulement de la phase d'examen du dossier.

La requête relative à une modification d'échelle des plans constituant le dossier graphique est incluse à cette demande.

Cette demande est validée par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et adressée à l'autorité compétente par le pétitionnaire.

Cette demande d'informations fait l'objet soit d'un simple échange de courriers soit de la tenue d'une réunion qui donnera lieu à un compte rendu à rédiger par le prestataire. Le CR est validé par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et diffusé par le pétitionnaire.

Les informations et recommandations reçues à l'issue de cette phase seront prises en compte par le prestataire pour l'élaboration du dossier de demande d'autorisation comprenant l'évaluation des incidences environnementales et les éléments spécifiques liés à l'objet des autorisations (ICPE, IOTA, défrichement, destructions d'espèces, etc...).

Les études complémentaires nécessaires sont à la charge du prestataire et seront rémunérées en plus si elles sortent du cadre initial du marché (inclus au BPU).

3.13. **Moyen de communication**

Afin de permettre une transmission de données efficaces lors de la rédaction des dossiers et la réalisation de réunions en visio-conférences, il est demandé au titulaire du présent marché de fournir les moyens nécessaires afin de réaliser ces obligations dans de bonnes conditions durant toute la durée du marché (remplacement en cas de dysfonctionnement) à savoir :

- La fourniture d'un ordinateur portable professionnel équipé du pack office ;
- Une WEB cam HD indépendante à connectique USB ;
- Un dispositif sonore indépendant à connectique USB ;
- Une clé 4G équipée d'une carte SIM (DATA illimitée).

4. **PRESTATIONS DETAILLEES A REALISER**

4.1. **Partie technique 1 études phase amont**

Dans le cadre du projet rafale-5 plusieurs diagnostics et rapports ont été produits ils sont listés ci-après :

- VNEI (Annexe 5 du CCTP) ;
- NRE Raf-5 (Annexe 6 du CCTP);
- Le dossier DAE RAF-5 au titre de la rubrique 2930-1a soumis à l'enregistrement sera remis au titulaire à l'issue de la notification.

La DREAL doit être consultée pour convenir de la validité des inventaires faune flore réalisés dans le cadre de l'opération RAF-5 et la nécessité ou non de réaliser des inventaires complémentaires.

4.1.1. *Cadrage réglementaire (inclus au forfait)*

En premier lieu, le prestataire doit, au regard des éléments qu'il a étudié et de la législation environnementale applicable, faire un point détaillé de la situation administrative du projet (rubriques de la nomenclature des ICPE, rubriques de la nomenclature des IOTA, catégories de projet soumis à évaluation environnementale, et toutes autres autorisations devant être intégrées dans l'autorisation

environnementale). Les options du projet seront identifiées et étudiées (logique ERC) pour justifier le choix du projet (des acquisitions de terrain font partie des options de compensation). Les installations voisines pouvant impacter le projet (connexité, proximité, effets dominos, cumul des impacts, projets, etc.) seront également identifiées.

Le prestataire produira un rapport synthétisant la situation réglementaire d'un point de vue environnementale du site.

L'analyse et les conclusions du cadrage feront l'objet d'un rapport remis à la maîtrise d'ouvrage.

Ce rapport sera assorti des audits de conformité des ouvrages existants. Il identifiera les études préliminaires nécessaires et complémentaires à mener (ATEX, foudre, sismique, sol, air, etc.). Ces études seront précisées/complétées à l'issue de la phase amont (retour des demandes de cadrage ou des demandes d'informations).

4.1.2. *Réalisation d'un pré-diagnostic ou diagnostic flash écologique du site (inclus au forfait)*

Le diagnostic écologique permet d'établir un pré-cadrage écologique en analysant les enjeux naturels et faune/flore du site en vue de définir les enjeux potentiels et impacts du projet sur ces derniers.

Le diagnostic écologique permet de comprendre les spécificités du site et de proposer des solutions pertinentes et adaptées au contexte.

Ce diagnostic est à réaliser suffisamment tôt pour que les exigences réglementaires (par exemple la réalisation d'un dossier de dérogation « espèces protégées » soient anticipées et pour que la maîtrise d'ouvrage puisse intégrer les préconisations dès le début de la conception.

Le pré-diagnostic écologique doit être finalisé pour la demande d'examen au cas par cas

4.1.3. *Réalisation des études préliminaires (inclus au forfait)*

4.1.3.1. *Etudes air*

Le prestataire doit identifier les activités susceptibles d'impacter l'air et identifier la qualité et la quantité de polluants susceptibles d'être émis notamment au regard des polluants listés à l'annexe II de l'arrêté du 11 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes. Le cas échéant, des mesures de réduction des émissions polluantes doivent être proposées en prenant en compte les meilleures techniques disponibles. Les prescriptions d'exploitation doivent également être définies.

4.1.3.2. *Etudes bruit initiale et prédictive*

Les nuisances sonores susceptibles d'être générées par des activités bruyantes doivent être identifiées et quantifiées.

Un état initial en limite de propriété et éventuellement en zone à émergence règlementée est réalisé conformément à l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié et fait l'objet d'un rapport.

Les points et périodes de mesures de bruit sont proposés par le titulaire à l'issue d'une phase préliminaire afin d'être représentatifs des conditions normales de fonctionnement des différentes installations de l'établissement, plusieurs zonages peuvent être nécessaires.

Les points et périodes de mesures proposés font l'objet d'une validation par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage.

L'état initial des niveaux de bruit fera l'objet d'une présentation à l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage et éventuellement au service instructeur³ et fait l'objet d'un point d'arrêt.

Le prestataire à partir de cet état des lieux devra ensuite évaluer l'impact sonore des nouvelles installations et proposer le cas échéant les mesures ERC à mettre en œuvre.

³ Le service instructeur (IIC/CGA) sera invité par le pétitionnaire

4.1.3.3. Etudes sur le milieu naturel eau et sol

Pour les activités visées par la directive IED⁴, un état de la pollution des sols sur lesquels est sise l'installation doit être établie en application de l'art. L 512-18 du code de l'environnement.

Cet état des pollutions doit respecter les préconisations de la réglementation, les normes, les règles de l'art et la méthodologie nationale en vigueur.

Selon la configuration géologique de l'emprise et afin de définir la vulnérabilité du milieu, voire les possibilités de rejet (infiltration, puits, eaux superficielles), une étude hydrogéologique est nécessaire.

Une campagne de mesures dans les eaux (eaux souterraines et superficielles susceptibles d'être impactées par les activités de l'établissement) et dans les rejets est également à réaliser.

Un état initial environnemental sera ainsi établi et pourra servir de référence lors de la mise à l'arrêt de l'activité.

La phase travaux devra également être prise en compte dans cette étude et notamment la gestion des terres susceptibles d'être excavées.

Le prestataire devra étudier un exutoire sur site ou en filière extérieure, cette étude sera complétée d'un bilan coûts/avantages. Les évaluations des risques sanitaires ad hoc seront faites si nécessaire.

Les études seront phasées de la façon suivante :

- Etudes historiques et documentaires, interprétation pour définir les investigations terrain,
- Réalisation des investigations terrain, analyse des résultats, rapport,
- Réalisation campagne de mesures dans les eaux, analyse des résultats, rapport,
- Production de l'état initial complet,
- Production du rapport relatif à la phase travaux.

Chaque phase fait l'objet d'une validation (point d'arrêt) par l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage avant de passer à la phase suivante.

4.1.3.4. Etudes hydrauliques

Ces études comprennent :

- L'identification et l'évaluation des bassins versants, comprenant l'identification des points de rejet, leur niveau de conformité vis-à-vis des exigences de mesure de débit et la réalisation de prélèvements pour analyse,
- Le diagnostic technique du réseau d'adduction d'eau potable, état actuel et remise à niveau technique,
- Le diagnostic technique du réseau incendie (moyens d'extinction + confinement des eaux résiduaires), état actuel et remise à niveau technique,
- Le diagnostic technique du réseau eaux usées, état actuel, capacité d'évacuation et remise à niveau technique, cette étude comprend le dimensionnement des réseaux complémentaires à réaliser, des systèmes de traitement à mettre éventuellement en place ou la vérification de la capacité d'accueil du ou des systèmes de traitement existants par rapport à l'activité créée,
- Le diagnostic technique du réseau d'eau pluviale, état actuel, capacité d'évacuation et remise à niveau technique,
- L'étude complète sur la gestion des eaux pluviales (EP) à l'échelle du bassin versant intercepté par le projet (bilan de fonctionnement, dimensionnement des ouvrages de collecte, de rétention et de traitement) et le confinement des eaux résiduaires dont les eaux d'extinction d'incendie,

⁴ Directive 2010/75/UE du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) issue de la refonte de directives sur les déchets, sur les modalités de surveillance et de contrôle des milieux concernés par les rejets issus de l'industrie du dioxyde de titane, des émissions de composés organiques volatils due à l'utilisation de solvants organiques, de l'incinération de déchets, ou de grandes installations de combustion.

- Une analyse technique et financière (comprenant un bilan coûts/avantages) des solutions techniques pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales et/ou de rétention des eaux d'incendie sera proposée.

Le prestataire pourra être amené à mettre à jour les calculs et les évaluations au fur à mesure de la maturation du projet, jusqu'à la fin de la phase de conception.

Les résultats des investigations et des calculs demandés ci-dessus intégreront le dossier d'autorisation environnementale.

4.1.3.5. Eaux pluviales

Cette mission comprend l'ensemble des investigations et des calculs nécessaires à la caractérisation de la qualité des eaux pluviales collectées et au dimensionnement des ouvrages (mécanique, hydraulique, pollution) permettant la gestion des eaux pluviales entre les collecteurs en pied de bâtiments, les infrastructures et le milieu de rejet (canalisations, fossés, noues, bassins de rétention et/ou d'infiltration, ouvrages de traitement de la pollution, milieu récepteur, eaux superficielles...).

Dans le cas où l'état initial objet du § 4.1.3.3 le permet, et que la solution proposée par le titulaire est l'infiltration, une étude permettant d'évaluer la capacité d'infiltration du sol devra être menée. Ces essais seront réalisés au plus tôt dans la mesure où les résultats sont déterminants pour la validation des solutions techniques proposées.

Toutes les contraintes techniques et administratives seront définies et prises en compte par le titulaire (notamment celles liées à l'utilisation de puits d'infiltration).

Cette mission a pour objectif d'apporter une assistance à l'équipe de conception de maîtrise d'œuvre pour l'optimisation environnementale du projet, notamment pour les aménagements, l'implantation des bâtiments et la gestion des eaux pluviales.

Dans le cas où plusieurs scénarii d'assainissement pluvial sont possibles, le prestataire fournira une description de chacun d'eux, accompagnée d'un tableau de synthèse comprenant au moins les informations suivantes :

- Données graphiques,
- Solutions techniques,
- Avantages et inconvénients,
- Difficultés techniques ou administratives,
- Coûts d'investissements,
- Coûts d'entretien sur 10 ans et 20 ans,
- Bilan coûts/avantages.

Les possibilités de réduire les volumes d'eaux pluviales à stocker seront étudiées et proposées au maître d'ouvrage comme par exemple la mutualisation du stockage des eaux d'incendie et des EP.

Les hypothèses et méthodes de dimensionnement des ouvrages seront justifiées et soumises à validation de l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage. Ces hypothèses comprendront ;

- Le dimensionnement des réseaux de collecte et de circulation enterré en cadre béton de résistance adaptée au trafic (validation par un BE structure nécessaire) ;
- Le dimensionnement des réseaux de collecte et de circulation non enterré avec grille de protection de résistance adaptée au trafic (validation par un BE structure nécessaire) ;
- Le dimensionnement du ou des bassins d'orage nécessaire avec mise en place de cloison siphonide (pas de séparateur d'hydrocarbure) ;
- Les conséquences de ces nouvelles installations sur les existants (dont la station d'épuration), y compris impact financier éventuel.

Les solutions proposées permettront une exploitation et une maintenance simple en cohérence avec les moyens du pétitionnaire.

4.1.3.6. Eaux d'extinction incendie

Le volume des eaux d'incendie à confiner pour certaines ICPE soumises à cette obligation est à dimensionner à partir du besoin en extinction défini dans l'EDD (étude de danger). La conception des bâtiments, des ICPE et de leur mode d'exploitation devront prendre en compte ce point afin d'ajuster au mieux ces besoins avec les moyens du site (compartimentage, distance entre bâtiments, etc...).

La quantité des eaux incendie à confiner est calculée pour une durée de 2 heures directement à partir des moyens d'extinction selon la réglementation en vigueur (à préciser par le prestataire) et les référentiels en vigueur (D9/D9A ou équivalent). L'avis du service incendie de l'emprise et du SDIS seront obligatoirement requis par le pétitionnaire.

4.1.3.7. Protection contre la foudre

Pour les installations soumises à l'application de l'arrêté du 4 octobre 2010, une analyse du risque foudre, une étude technique, la définition des systèmes de protection et/ou de prévention à mettre en œuvre sont réalisées par le titulaire suivant les normes en vigueur, en particulier la NF EN 62305.

Le prestataire qui produit cette étude doit être compétent et certifié QUALIFOUDRE.

4.1.3.8. Etude de risque sismique

Les études du risque sismique prescrites par l'arrêté du 4 octobre 2010 seront réalisées au titre du présent marché afin d'évaluer le risque sismique et les moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des installations projetées, les effets sur l'environnement en cas d'évènement sismique. Par ailleurs, ce travail d'études devra faire l'objet d'une collaboration entre le prestataire et l'équipe de conception du maître d'œuvre.

4.1.3.9. Etude et zonage ATEX

Pour répondre aux exigences de la directive européenne 1999/92/CE relative au risque d'explosion (Articles R. 4227-46 à R. 4227-48 du Code du travail / Décret du 24/12/2002 du Ministère du travail), le prestataire doit accompagner le maître d'ouvrage dans la démarche d'évaluation des risques ATEX et la définition des mesures à prendre.

Cette étude détaille les préconisations ATEX dans le cadre de la présence dans certaines zones de gaz ou liquides pouvant former des matières inflammables.

Le prestataire listera dans son étude les réglementations et normes en vigueur et s'y conformera.

4.1.4. Evaluation simplifiée des incidences Natura 2000 (inclus au forfait)

Le formulaire d'évaluation simplifiée ou préliminaire des incidences Natura 2000 communiqué par le maître d'ouvrage lors de la période de préparation est à utiliser pour réaliser l'évaluation préliminaire du projet afin de savoir si un dossier plus approfondi est nécessaire.

L'évaluation simplifiée doit être finalisée pour la demande d'examen au cas par cas.

Si des incidences sont possibles ou identifiées à l'occasion de la réalisation de l'évaluation simplifiée, il conviendra de mener une évaluation approfondie dans le cadre de l'étude environnementale (étude d'incidence ou étude d'impact).

Le formulaire d'évaluation préliminaire devra correspondre aux prescriptions de l'art R 414-23-I du code de l'environnement et le canevas du dossier d'incidences à celles du R414-23-II et IV du même code.

4.1.5. Demande d'examen au cas par cas (inclus au forfait)

Le prestataire remplit, pour le compte du pétitionnaire et conformément à la notice, le cerfa en vigueur en fonction de la rubrique concernée.

Afin de définir la sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée, le prestataire collectera les informations permettant de répondre à toutes les questions.

Les caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine seront définies à partir des éléments résultants du travail effectué. Les mesures ERC éventuelles auront en conséquence été envisagées lors de la phase conception.

La décision de lancer la procédure d'examen au cas par cas est de la responsabilité du pétitionnaire. Le résultat du cadrage réglementaire du prestataire orientera cette décision.

L'envoi du formulaire à l'autorité environnementale reste à la charge du pétitionnaire. Le document et ses annexes seront remis par le prestataire au maître d'ouvrage sous forme numérique et papier sous format A4.

Le travail élaboré au cours de cette phase servira de support dans le cas où le pétitionnaire décide de lancer directement une démarche d'évaluation environnementale.

L'examen « cas par cas » exploitera les résultats des études préliminaires.

4.1.6. Assistance à la conception et à la construction des ouvrages ICPE et/ou IOTA (inclus au forfait)

Afin de permettre l'élaboration du projet de construction et d'aménagement en parallèle de la procédure d'autorisation environnementale, le prestataire doit une assistance au projet pendant la phase conception :

- Il étudie les documents existants, recueille l'ensemble des informations utiles ;
- Il réalise autant de visites du site que nécessaire ;
- Le cas échéant, il propose des mesures de réduction du risque à la source ;
- Il fournit la liste des dispositions constructives applicables aux ICPE et IOTA du projet qu'il présente sous forme d'un rapport.

4.1.7. Etude de danger (inclus au forfait)

Une étude de danger liée aux risques spécifiques des installations concernées sera réalisée.

Le titulaire devra le calcul contradictoire de toutes les données qui pourraient lui être remises sans pouvoir faire prévaloir qu'elles lui ont été fournies par la maîtrise d'ouvrage et intégrées en l'état comme faisant foi.

Elle comprendra notamment :

- L'ensemble des calculs de l'étude de danger : le calcul des flux thermiques, des surpressions, des émanations de produits toxiques ou chimique, etc. ;
- La matérialisation sur plan des zones de dangers y compris les interférences avec d'autres zones de dangers extérieures aux installations.

L'étude de danger est obligatoire dans un dossier de demande d'autorisation d'une ICPE, elle peut être nécessaire pour un IOTA. L'étude de danger précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse des risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

L'étude de danger justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances, des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. Le contenu de l'étude de danger doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont l'exploitant dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. Pour les installations pouvant donner lieu à l'institution de servitudes, le titulaire doit fournir à l'exploitant les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI), la mise à jour du Plan d'Opération Interne (POI) et du Plan de Prévention des Risques Technologique (PPRT)

L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.

L'étude de danger porte sur l'ensemble des installations et équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients.

Le titulaire pourra s'appuyer sur le plan proposé dans le rapport sur les études de danger des installations classées pour la protection de l'environnement de l'INERIS.

L'arrêté du 29 septembre 2005⁵ précise les critères techniques et méthodologiques relatifs à l'évaluation de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité et de la gravité des accidents potentiels dans les études de dangers.

L'arrêté détermine les règles minimales relatives à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de leur exploitation et d'affecter les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

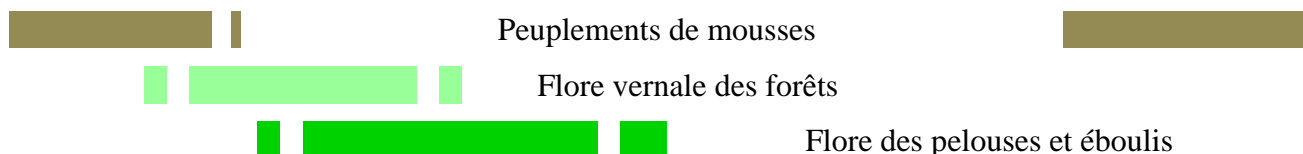
Il est complété par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de danger, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003. Cette circulaire a vocation à traiter principalement des établissements relevant du régime de l'autorisation avec servitudes mais les principales règles méthodologiques peuvent être appliquées, avec la proportionnalité à laquelle la réglementation incite, pour l'ensemble des installations classées.

4.1.8. **Faune et flore** (*impératif si la DREAL l'impose, inclus au BPU*)

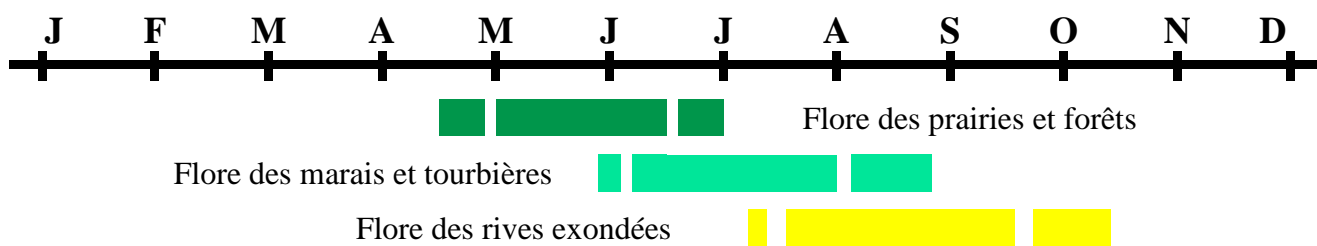
Un inventaire, réalisé dans le cadre de RAF-5, est joint au dossier de consultation.

Les habitats naturels, zones protégées seront tous identifiés. Les sources d'informations seront précisées et datées. Le cas échéant, un inventaire des espèces sur le périmètre du projet objet du marché prenant en compte la faune et la flore doit être réalisé. Ce périmètre doit être défini et justifié par le titulaire, il fera l'objet d'une validation par l'équipe de maîtrise d'ouvrage. Les périodes d'inventaire seront justifiées ; celles définies ci-après seront impérativement respectées.

Périodes d'inventaire pour la flore :



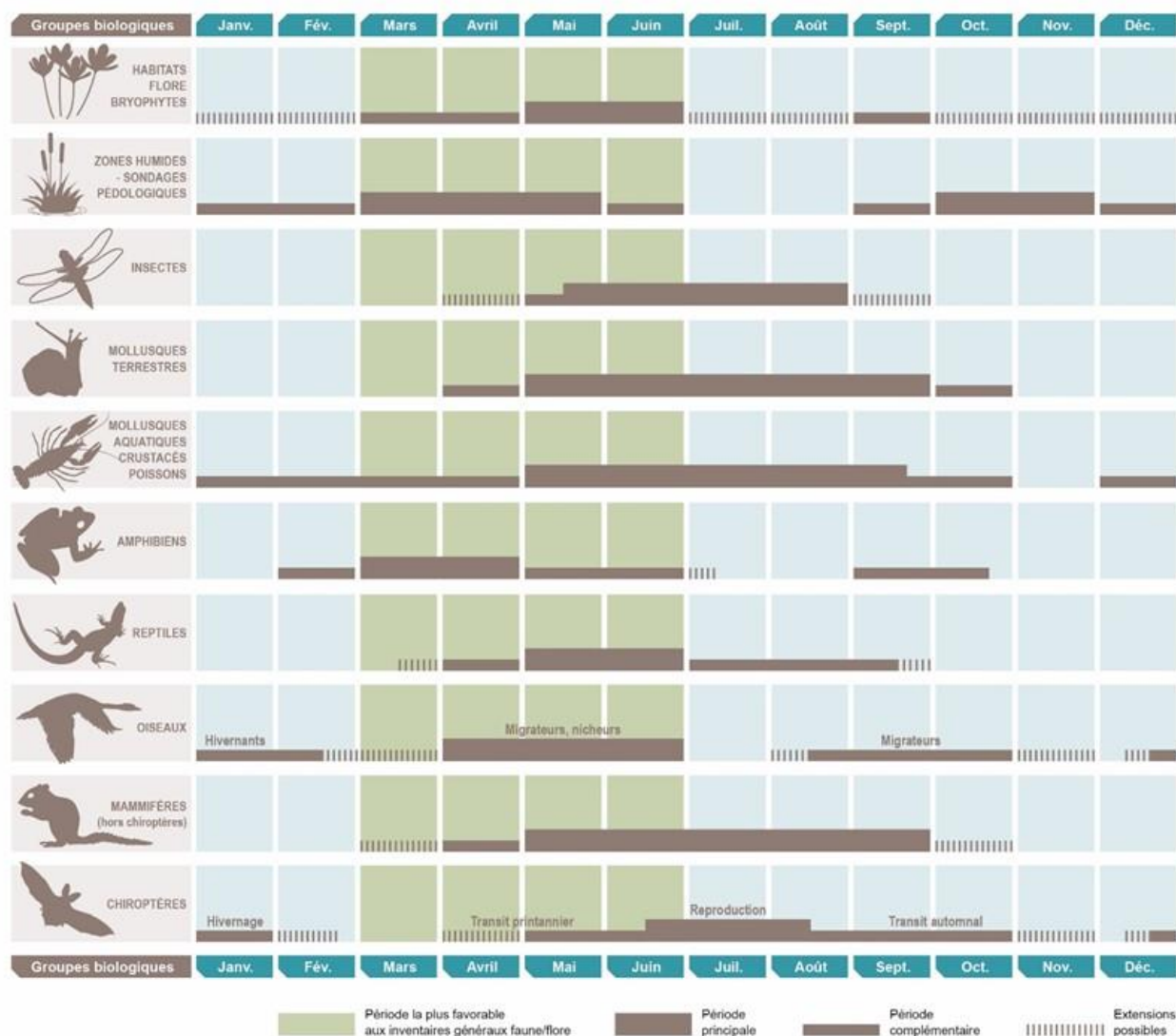
⁵ Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation



Périodes d'inventaire pour la faune :



Chiro



4.1.9. ***Demande d'information à l'autorité administrative (inclus au BPU)***

S'il juge nécessaire de faire une demande d'informations, après examen des éléments liés au projet, le titulaire devra définir les éléments à y faire figurer et en proposer une rédaction au pétitionnaire.

Cette demande doit répondre aux prescriptions des articles R 181-4, R 181-5 du code de l'environnement.

La validation et l'envoi de la demande à l'autorité administrative compétente reste de la responsabilité du pétitionnaire.

4.1.10. Rédaction de la Notice respect de l'environnement (NRE) (inclus au forfait)

Le titulaire réalisera une mise à jour de la notice environnementale RAF-5 afin de permettre de l'intégrer au marché de travaux. A l'issue des procédures environnementale une NRE RAF-6 sera diffusée au entreprise pour mise à jour des SOPRE (schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement).

4.1.11. Assistance à la remise des offres marché de travaux (inclus au forfait)

Le titulaire assistera à la demande du maître d'ouvrage en phase consultation les entreprises travaux à la réalisation des SOPRE.

Il assistera la maîtrise d'ouvrage lors de la remise des offres travaux et analysera les SOPRE des DCE entreprises travaux.

Sur la base des analyses des SOPRE, le titulaire du présent marché fournira une grille d'évaluation notée qui sera prise en compte pour l'attribution des marchés travaux.

Il Présentera aux équipes d'encadrement des entreprises titulaires, les résultats de l'analyse faite par le titulaire du présent marché du SOPRE remis dans l'offre de chacun de ces candidats devenus titulaires.

Il assistera également à l'analyse des dossiers en matière ICPE et IOTA.

4.2. Partie technique 2 : Réalisation des dossiers jusqu'à l'obtention des arrêtés

Les résultats du dossier « cas par cas » engendrera le besoin ou non de réaliser des études complémentaires.

4.2.1. Rédaction de l'étude d'impact (inclus au BPU)

L'étude d'impact sera réalisée selon les articles R122-4 à R122-5 du code de l'environnement comprenant à minima :

- Un résumé non technique.
- Une description du projet (localisation, conception, dimension, caractéristiques).
- Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet.
- Une description des incidences notables du projet sur l'environnement, ainsi que de celles résultant de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs.
- Les mesures envisagées pour éviter, réduire et lorsque c'est possible compenser les incidences négatives notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine.
- Une présentation des modalités de suivi de ces mesures et de leurs effets.
- Une description des solutions de substitution examinées et les principales raisons de son choix au regard des incidences sur l'environnement.

4.2.2. Rédaction des dossiers environnementaux complémentaires selon avis DREAL (inclus au BPU)

4.2.2.1. Dérogation pour la destruction d'espèces protégées (D 181-15-5)

Si le projet entraîne « la destruction, l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la mutilation, la cueillette, ... » d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, ou « la destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales », le titulaire devra réaliser un dossier de demande de dérogation et la rédaction des CERFA associés pour la destruction d'espèces protégées. Cette demande sera soumise à l'avis du CSRPN/CNPN et instruite par la DREAL de la région concernée par le projet. Le titulaire assistera le maître d'ouvrage jusqu'à l'obtention de l'arrêté d'autorisation ministériel et/ou préfectoral selon les espèces.

4.2.2.2. Réalisation de dossier d'établissement

Le titulaire devra la réalisation de dossier d'établissement permettant une mise à jour des déclarations ICPE / IOTA auprès du CGA /IIC et de la DTIE. Ce dossier d'établissement nécessitera un inventaire précis et détaillé des différentes installations présentes sur l'emprise.

4.2.2.3. Rédaction du dossier loi sur l'eau,

Si le projet entraîne la réalisation de tous ouvrages, tous travaux, toutes activités susceptibles de porter atteinte à l'eau et aux milieux aquatiques, celui-ci devra faire l'objet d'un dossier "loi sur l'eau" soit de déclaration, soit d'autorisation, qui sera rédigé par le titulaire du présent marché.

4.2.2.4. Rédaction du dossier complet « Natura 2000 »,

Si le projet est soumis à évaluation environnementale, le dossier N2000 pourra être intégré à l'étude d'impact.

Si le projet est soumis à d'autres dossiers réglementaires (exemple DLE), le dossier Natura 2000 devra être auto portant afin d'être annexé à ces études.

4.2.3. Dossier(s) de demande d'autorisation environnementale (inclus au forfait)

Le dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAE) est à constituer en 2 exemplaires papiers (minimum) et une version électronique (format doc, xls, dgn ou dwg et pdf) sur clé USB.

Les plans fournis dans le dossier devront avoir un format permettant une lecture aisée en format papier A4.

Toutefois, à la demande de l'administration, le pétitionnaire pourra être amené à fournir des exemplaires supplémentaires pour procéder à instruction du dossier et aux consultations prévues. Le titulaire produira au maître d'ouvrage le nombre d'exemplaires supplémentaires autant de fois que nécessaire.

Un dossier comporte :

- Les pièces listées par les articles R.181-13 à D 181-15-2 dont l'étude d'impact ou à défaut l'étude d'incidence environnementale et pour les IED, les pièces listées à l'article R 515-59 du code de l'environnement (complétude de la demande).
- Un sommaire global permettant d'appréhender rapidement l'organisation des différentes parties du dossier.
- Au début de chacune des parties un sommaire détaillé, accompagné de :
 - o La liste des tableaux,
 - o La liste des figures,
 - o Un glossaire explicitant les abréviations.

Chaque résumé non technique sera présenté au début du dossier.

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour permettre de caractériser le projet sur son site et appréhender ses dangers et inconvénients sur l'environnement (annexe 3).

L'étude d'impact doit être construite de manière à pouvoir être lue et comprise indépendamment des autres parties du dossier. De ce fait, elle reprend la description du projet présentée sous forme d'introduction.

Le principe de proportionnalité (cf. art. R. 122-5 code environnement) sera étudié de manière à prendre en compte la sensibilité environnementale de la zone et surtout la préservation de la santé humaine.

Le périmètre de l'étude d'impact doit être suffisamment large pour une analyse cohérente des facteurs environnementaux aux échelles pertinentes, une prise en compte complète des diverses composantes du site, sans se limiter nécessairement aux seules limites administratives.

Ce périmètre pourra évoluer en fonction des conclusions de l'analyse de l'état initial sur proposition du titulaire.

La délimitation de l'aire d'étude en fonction des échelles de réflexion est prédéfinie comme suit :

- Zone d'emprise directe du projet ;
- Zone d'influence immédiate ;
- Zone d'influence large.

Lorsque le projet soumis à EI concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

L'analyse des effets devra s'appuyer sur des évaluations à dire d'experts notamment pour la faune et la flore.

Ces effets doivent dans la mesure du possible faire l'objet de modélisations en particulier pour le bruit, l'eau (transparence hydraulique) et l'air. Une attention particulière sera apportée à la quantification de ces effets notamment dans le cadre d'intégration de la notion de proportionnalité.

Cette analyse permettra d'une part d'identifier les effets négatifs sur l'environnement et la santé mais devra permettre également de valoriser et mettre en exergue les impacts positifs.

4.2.4. Assistance phase instruction

Dans le cadre de l'instruction du dossier (cf. art L 181-9), le prestataire assistera le pétitionnaire tout au long des 3 phases suivantes :

- **Phase d'examen** (R 186-16) (inclus au forfait) : au cours de cette phase, le prestataire devra apporter les éventuels compléments et reprendre le dossier jusqu'à ce que celui-ci soit jugé recevable. Si celui-ci est rejeté par l'autorité administrative compétente (CGA/IIC pour les ICPE et IOTA), le prestataire devra reprendre le dossier de manière à pouvoir répondre à tous les motifs du rejet. Pour les projets soumis à **avis de l'AE** (projet soumis à évaluation environnementale), le prestataire devra compléter le dossier sur les éléments demandés par l'AE.
- **Phase consultation du public** (inclus au forfait): Pour les projets dispensés d'évaluation environnementale, le prestataire doit assister le pétitionnaire lors de la consultation du public pour répondre aux éventuelles questions du public ou du service instructeur. Il doit également élaborer pour le compte du pétitionnaire le dossier mis à disposition du public.

Le prestataire assurera, à ses frais, la conception et la réalisation des supports de communication, tels que dépliants, panneaux d'affichage, diaporama, il assistera le pétitionnaire dans l'organisation et l'animation des réunions d'information publiques

- **Phase enquête publique** (inclus au BPU), si le projet est soumis à évaluation environnementale (R181-36), le prestataire doit dans un premier temps assister le pétitionnaire pour constituer le dossier d'enquête publique comprenant :
 - Une notice explicative indiquant l'objet de l'enquête ainsi que les caractéristiques les plus importantes des ouvrages projetés,
 - Une évaluation environnementale,
 - Le plan de situation,
 - Le plan général des travaux,
 - Tout élément pertinent sur le projet,
 - Les avis recueillis pendant la phase d'examen.

Au cours de l'enquête publique, le prestataire doit consulter le ou les registres d'enquête, préparer les réponses et les documents à communiquer au commissaire enquêteur ou au président de la

commission d'enquête et l'accompagner à sa demande relayée par le maître d'ouvrage, pour la visite du site. Lorsque des réunions d'information et d'échange avec le public sont nécessaires, le prestataire doit préparer ces réunions, être présent et répondre aux questions particulières à la demande du maître d'ouvrage.

- **Phase de décision** (inclus au BPU): le prestataire réalisera un examen contradictoire du projet de prescriptions et formulera un avis sur celui-ci. Si le projet fait l'objet d'une présentation au CoDERST, il assiste le pétitionnaire et le maître d'ouvrage en tant qu'appui technique. A l'issue de l'avis du CoDERST le prestataire assiste le porteur de projet à réception de l'arrêté finalisé (ou décret) pour émettre un avis.

4.2.4.1. Validation intermédiaire (inclus au Forfait)

Dans un premier temps, le titulaire assistera l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage durant la période de validation du dossier par les acteurs internes au ministère.

Les différents niveaux de validation sont les suivants :

Niveau	Valideur
1	Equipe ESID de Lyon
2	BA 115, Le pétitionnaire
3	Autorités délégataires (MinArm)

A chacune des étapes intermédiaires de validation, le prestataire devra prendre en compte les remarques et modifier son dossier autant de fois que nécessaire.

A l'issue de ces étapes, le prestataire fournira au maître d'ouvrage un dossier complet en 4 exemplaires papiers + 1 version électronique.

Le dossier complet sera déposé par le pétitionnaire au « guichet » CGA/IIC.

Le délai d'instruction court à compter de la date de l'AR si le dossier est complet.

Dans le cas où l'IIC demande des pièces manquantes ou des compléments, le délai est suspendu par la DTIE.

Le dossier peut également être rejeté à ce stade par la DTIE (autorité compétente) si celui-ci reste incomplet ou irrégulier.

Le prestataire est lié par son contrat jusqu'à obtention soit de l'AR (accusé de réception), soit du rejet de la demande. A ce stade, le maître d'ouvrage pourra mettre un terme au contrat. Le cas échéant et en fonction des motivations du rejet, des pénalités pourront lui être appliquées.

Rappel : La prestation demandée au titulaire comprend toutes les recherches, documents, études et investigations nécessaires jusqu'à la présentation du dossier de demande d'autorisation, sous sa forme achevée, au service instructeur.

4.2.4.2. Instruction du dossier (inclus au Forfait)

Le titulaire assistera le pétitionnaire durant la période d'instruction des dossiers par les acteurs internes et externes au ministère des Armées jusqu'à l'obtention des décrets ministériels d'autorisation.

Le titulaire sera tenu, dans un délai de 2 semaines, de modifier et compléter son dossier suite aux remarques et exigences des services instructeurs et fournira les exemplaires complets de ces dossiers en nombre suffisant pour permettre la consultation des organismes et institutions internes et externes au ministère des Armées.

Dans le cadre de cette partie, six réunions de 4 heures au moins pourront être organisées par le prestataire, sur le site concerné ou à l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Lyon, ou dans les locaux du service instructeur notamment pour faire un point sur les prescriptions demandées par les instances devant valider le dossier d'autorisation environnementale.

Cette phase sera close à l'obtention du ou des décret(s) d'autorisation environnementale.

4.3. Partie technique 3 : suivi environnemental

4.3.1. *Audit environnemental initial (inclus au forfait)*

Objectif : *Réalisation d'un audit environnemental initial sur l'ensemble du périmètre des chantiers avant la réalisation de ceux-ci pour faire un état des lieux avant leur démarrage.*

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de réaliser un état des lieux. Cette mission devra être terminée avant le démarrage de tout chantier. Le titulaire s'appuiera sur l'ensemble des études déjà réalisées, sur la NRE et les arrêtés publiés.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé :

- D'analyser l'ensemble des études préalablement réalisées ;
- De visiter le site autant que de besoin pour réaliser son état des lieux ;
- De réaliser toutes les études nécessaires dans les délais contraints impartis ;
- De produire un compte rendu d'état de lieux environnemental initial avant chantier ;
- De présenter aux autorités militaires le compte rendu initial ;
- De présenter aux autorités civils le compte rendu de l'état des lieux initial environnemental.

Période d'exécution de l'élément de missions : *Cette mission sera réalisée dès lancement du marché.*

4.3.2. *Mission : Suivi de la période de préparation travaux (inclus au Forfait)*

Objectif : *Accompagner les titulaires de lots de travaux dans la prise en compte concrète de l'aspect environnemental lors de la Période de Préparation (PP) de leurs chantiers respectifs.*

A ce titre, il est confié au titulaire la mission d'accompagner les différentes titulaires des marchés de travaux dans le respect de la NRE et des engagements environnementaux pris au titre du projet RAFALE 6 pendant leur PP.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé :

- D'analyser le PRE rédigé par le titulaire des marchés travaux et le faire corriger par l'entreprises afin que celui-ci soit en corrélation avec la NRE et les arrêtés associés ;
- De créer un registre de suivi environnemental pour chacun des lots qu'il tiendra à jour mensuellement ;
- De suivre mensuel le registre environnemental : mise à jour, diffusion, vérification auprès des entreprises travaux de sa bonne exécution ;
- De créer un support de type power point et un guide papier, ou équivalent, destiné à présenter sommairement le contenu de la NRE lors de projection et affichage dans un bungalow de la base vie du chantier.
- De réaliser les séances d'information et de sensibilisation du personnel d'encadrement susceptible d'intervenir pour la 1^{ère} fois sur le site, afin de le sensibiliser à la problématique environnementale du site ;
- De mettre à jour régulièrement la présentation PowerPoint et le guide papier sur la NRE, cette mise à jour sera réalisée aussi souvent que l'évolution des chantiers le nécessite ;

- D'analyser l'ensemble des plans d'installations de chantier qui devront comprendre toutes les servitudes nécessaires (y compris zone stockage, temporaire ou non, ainsi que les voiries de chantier) ;
- De produire et installer (pour toute la durée du chantier) devant chaque zone d'installation de chantier de chaque opération 1 panneau au format A0 récapitulant les attendues de la NRE auprès des travailleurs. Il devra être claires, synthétiques et compréhensibles rapidement et facilement pour tous les niveaux intellectuels. Il sera judicieusement placé au niveau des installations de chantier de chaque opération pour être visible et ne pas entraver la bonne marche du chantier. Ce panneau sera installé en extérieur et devra résister aux intempéries (pluie et fort vent notamment). L'emplacement choisi sera validé par les entreprise responsable de chaque opération. Ce panneau sera produit à hauteur de 2 exemplaires par opération.

Le titulaire du présent marché veillera à organiser autant que possible des séances collectives réunissant simultanément plusieurs personnes, en concertation entre le titulaire du présent marché, l'entreprise concernée et le coordinateur OPC. Chaque séance de sensibilisation fait l'objet d'une fiche d'émargement réalisée / archivée par le titulaire du présent marché.

Période d'exécution de l'élément de missions : Cette mission sera lancée lors de la période de préparation de chaque chantier.

4.3.3. Mission : Visites et surveillance des chantiers (inclus au Forfait)

Objectif : Il est demandé de réaliser un suivi de l'ensemble des mesures mises en place dans le cadre de l'exécution des différents chantiers et de surveiller leur application tout au long des opérations.

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de suivre, accompagner et surveiller les entreprises travaux dans la mise en place et le respect des obligations environnementales.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé :

- D'assister et accompagner les entreprises travaux dans la mise en place et le respect des obligations environnementales ;
- De suivre mensuellement le registre environnemental ;
- De réaliser des visites de chantier, complétées par des participations régulières aux réunions de chantier. Il rédige un compte-rendu à l'issue de chacune de ces visites et l'ajoute dans le registre environnemental de chaque opération. Ce compte-rendu intègre des planches photographiques et relate tout écart par rapport aux attendus écologiques et par rapport aux PRE établis par les entreprises intervenantes concernées, en distinguant chaque entreprise concernée. Ce compte rendu est envoyé dès émission au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage des opérations concernées ;
- De réaliser des visites inopinées sur chantier à la discrétion du titulaire.

Le nombre minimal de visite sera d'une visite par mois.

Période d'exécution de l'élément de missions : Cette mission sera lancée dès le démarrage des chantiers et durera jusqu'à la fin des chantiers.

4.3.4. Mission : Formation et sensibilisation des intervenants (inclus au Forfait)

Objectif : Il est rappelé que le maître d'ouvrage a une responsabilité vis-à-vis des engagements pris en matière d'environnement. Cette responsabilité incombe également à chaque entreprise intervenant sur le site.

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de former et sensibiliser sur les enjeux environnementaux tous les intervenants (manœuvres, compagnons, encadrement, etc.) des différents chantiers.

Dans le cadre de cette mission et pour chacune des opérations, le titulaire du présent marché est notamment chargé :

- D'une formation environnementale aux nouveaux arrivants (y compris les sous-traitants déclarés tout au long des travaux) qu'il anime. Elle comprend notamment une présentation générale des enjeux environnementaux du projet et des mesures ERC associées, une sensibilisation aux enjeux faune et flore, ainsi qu'une sensibilisation à la gestion des déchets et à la prévention de la pollution des eaux et des sols ; chaque séance de sensibilisation fait l'objet d'une fiche d'émargement réalisée et archivée par le titulaire du présent marché.
- De mettre à jour régulièrement la présentation PowerPoint et le guide papier sur la NRE, cette mise à jour sera réalisée aussi souvent que l'évolution des chantiers le nécessite ;
- De rappeler aux équipes d'encadrement des entreprises titulaires, le contenu de la NRE ;
- De maintenir un dialogue régulier avec les différentes entreprises ainsi qu'avec leur représentant qualité environnement.

Période d'exécution de l'élément de missions : Cette mission démarrera dès le démarrage des chantiers et durera jusqu'à la fin des chantiers afin de prendre en compte les nouveaux personnels

4.3.5. Mission Balisage environnemental précis et optimisé des zones de chantier (inclus au Forfait)

Objectif : Afin de limiter l'impact du chantier sur les zones à enjeux environnementaux, un balisage précis et optimisé de ces zones est mis en place par les entreprises de travaux. Pour ce faire, un plan des zones à protéger sera proposé par le titulaire du présent marché puis soumis à validation du maître d'ouvrage avant d'être envoyé aux entreprises avant les travaux.

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de conception, de vérification et de suivi du balisage environnementale des zones à enjeux.

Ce balisage doit permettre une identification claire des zones mises en défens. La description technique et la méthodologie de mise en œuvre seront définies par le titulaire du marché au regard :

- De la zone à protéger ;
- Des contraintes opérationnelles et aéronautiques proches de la zone ;
- Des décisions prises dans les arrêtés environnementaux.

Le balisage doit être mis en place, à minima 48h avant les premières interventions, ou selon l'avancée du chantier les premiers jours.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé :

- D'identifier les zones à enjeux à protéger et produire un plan de proposition d'implantation du balisage de ces zones ;
- De produire une note décrivant les prescriptions techniques pour le balisage de chaque zone de chantier ;
- De valider la mise en place du balisage par les entrepreneurs selon les prescriptions du titulaire ;
- De compléter le balisage par la mise en place de panneaux d'information disposés le long du balisage afin d'explicitier le but de ce balisage et les conséquences juridiques du non-respect de ce balisage. Ces panneaux sont disposés à intervalles réguliers en bordures de site ou au niveau des zones à enjeux environnementaux notables situés dans l'emprise du chantier, devront résister aux intempéries (pluie et fort vent notamment) et n'entraveront pas la bonne marche du chantier;
- De s'assurer du bon maintien et de l'entretien de ce balisage durant toute la période des travaux ;
- De rendre compte à la maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre de tout désordre constaté et faire corriger le désordre par l'entreprise.

Période d'exécution de l'élément de missions : Cette mission sera lancée dès le démarrage des chantiers et durera jusqu'à la fin des chantiers.

4.3.6. Mission : Suivi du risque de pollution en phase travaux (inclus au Forfait)

Objectif : La mise en place de la gestion des déchets par les entreprises et surtout à la propreté du chantier afin de ne pas contaminer ou polluer les espaces naturels contiguës ou traversés par le chantier est un enjeux environnemental majeur.

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de surveillance et de suivi du risque de pollution de l'environnement en phase travaux.

Le titulaire présentera dans sa sensibilisation du personnel de chantier la gestion des déchets et la maîtrise des pollutions qui seront listées dans la NRE, afin que tous les intervenants soient informés des prescriptions à suivre.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé :

- De s'assurer que toutes les prescriptions décrites dans la notice de respect de l'environnement (NRE) concernant la limitation du risque de pollution de l'environnement sont correctement appliquées par les entreprises.
- En cas d'accident ou d'incident, de prévenir sans délai le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et de prendre toutes les mesures d'urgence qui s'imposent.
- En cas de manquement, de proposer une action corrective qui sera mise en œuvre après avis favorable du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. L'entreprise incriminée accepte le principe de l'action correctrice immédiatement et à ses frais.
- De tracer toutes ces actions dans des Fiches Anomalies et reportées dans le registre environnement ;
- Suivi mensuel du registre environnemental pour les opérations sans enjeux environnementaux : mise à jour, diffusion, vérification auprès des entreprises travaux de sa bonne exécution.

Période d'exécution de l'élément de missions : Cette mission sera lancée dès le démarrage des chantiers et durera jusqu'à la fin des chantiers.

4.3.7. Mission : Eviter l'introduction et la dissémination d'espèces exotiques à caractère envahissant (inclus au Forfait)

Objectif : Il est demandé au maître d'ouvrage de veiller à ce que les travaux n'introduisent ou ne disséminent des espèces exotiques à caractère envahissant

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de surveillance et de suivi de cette mesure.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé de :

- Réaliser un repérage et un balisage préalable des stations d'espèces invasives dans les emprises travaux (y compris installations de chantier, éventuelles zones de stockage, etc.) ; à ce jour les espèces végétales exotiques envahissantes, réparties ponctuellement et identifiées sur l'ensemble de la base aérienne, sont :
 - Ailanthé (Ailanthus altissima) ;
 - Erigeron (E. sumatrensis et/ou E. canadensis) ;
 - Canes de Provence (Arundo donax)
- Proposer une procédure de gestion de ces espèces : elle présentera les modalités de gestion, d'éventuel stockage provisoire et les filières de traitement envisagées.
- Surveiller et suivre les entreprises sur la mise en place des procédures définies en amont du chantier.

Période d'exécution de l'élément de missions : Cette mission sera lancée dès le démarrage des chantiers et durera jusqu'à la fin des chantiers.

4.3.8. Mission : Politique de plantation d'arbre (inclus au Forfait)

Objectif : Afin de favoriser l'installation d'oiseaux et de chiroptères sur l'aire d'étude il est demandé au maître d'ouvrage de poursuivre la politique de plantation des arbres (1 arbre arraché = 2 arbres replantés) sur base aérienne.

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de suivi de la politique de plantation des arbres.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé de :

- Formuler un avis sur les espèces retenues pour les plantations. Il sera précisé dans cet avis la période favorable de plantation par essence ;
- Proposer un zonage des plantations sur la BA 115 par essence.

Période d'exécution de l'élément de missions : Cette mission sera lancée dès le démarrage du marché et devra avoir été terminée à la fin de la période de préparation de l'opération de réfection des aires aéronautiques.

4.3.9. Mission : Identifier et supprimer des pièges pour la faune (inclus au Forfait)

Objectif : limiter le risque d'emprisonnement de la faune pouvant conduire à sa mort.

L'ampleur du projet est tel qu'il va générer des quantités de matériaux d'apport et de déblai lié aux excavations et destruction, très important. Ils ne pourront cependant pas tous être employés ou évacués immédiatement du site. De ce fait, les tas créés pourraient devenir des pièges à faunes.

Il est confié au titulaire pour le compte du MOA la conception de solution technique pour la suppression de ces pièges à faunes ainsi que le suivi pendant tout le chantier.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est chargé de :

- Concevoir une solution technique de dispositif anti refuge pour éviter de transformer les tas de matériaux en pièges à faune ;
- Réaliser une étude pour identifier et implanter sur un plan les tas de matériaux susceptibles de devenir des pièges à faune. Cette étude sera réalisée en concertation avec le maître d'œuvre ainsi que l'entreprise concernée par la zone de stockage à baliser ;
- Fournir et poser le matériel nécessaire pour les dispositifs anti refuge. Le titulaire se charge de la bonne réalisation de cette mesure, en concertation avec le maître d'œuvre et l'entreprise concernée par la zone de stockage à baliser, en :
 - o Définissant l'emplacement des zones de stockage ;
 - o Définissant la méthode de stockage ;
 - o S'assurant que les dispositifs « anti-refuge » mis en place sont opérationnels durant toute la durée du stockage ;
 - o Retirant les dispositifs « anti-refuge » après enlèvement définitif des stockages.

Période d'exécution de l'élément de missions : Cette mission sera lancée dès le démarrage des chantiers et durera jusqu'à la fin des chantiers.

4.3.10. Mission : Bilan environnemental annuel (inclus au Forfait)

Objectif : Rendre compte annuellement de la situation environnementale du site tout au long des années de chantier du projet RAFALE, au profit des différentes autorités militaires et civiles.

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de réaliser un bilan environnemental annuel pour l'ensemble du projet RAFALE-6. Cette mission sera lancée dès le lancement de la première période de préparation d'un chantier du projet RAFALE-6.

Dans le cadre de l'objectif indiqué *en supra*, le titulaire du présent lot rédige chaque année, un bilan environnemental qui doit reprendre l'intégralité des mesures figurant dans les arrêtés qui seront produits à l'issues des démarches environnementales décrites au paragraphe 1.

Pour chacune des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, de suivi et d'accompagnement, le titulaire du présent lot présente de façon détaillée la situation sur site, photos à l'appui, éventuels écarts par rapport aux attendus, pistes d'amélioration pour lever ces écarts, etc.

Chaque fin d'année calendaire, le titulaire du présent lot effectue une mise à jour de ce bilan environnemental.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé de :

- Produire le bilan environnemental annuel projet RAFALE-6 qui devra au moins (liste non exhaustive) :
 - Lister l'ensemble des actions menées dans le domaine environnemental par les différentes entreprises ;
 - Procéder à une évaluation de ces actions d'entreprises et pour chacune d'elles, préciser les points de réussite, les échecs relevés, les actions correctives apportées, les améliorations obtenues, les actions préventives engagées, etc. ;
 - Présenter les leviers de progrès (techniques, méthodologiques et organisationnels) pour la poursuite des travaux ;
 - Effectuer dans le bilan environnemental une description des travaux réalisés avec la méthodologie d'exécution des entreprises ;
 - Préciser les actions préventives mises en place par les entreprises concernées pour atteindre les objectifs environnementaux fixés et, le cas échéant, les actions correctives en cas d'écart constaté par le titulaire du présent marché durant les travaux ;
 - Préciser le contenu des actions du titulaire pour démontrer la qualité du suivi écologique réalisé autour de ce projet.
- Présenter en séance le bilan annuel aux autorités militaires ;
- Présenter le bilan annuel aux autorités civiles.

Période d'exécution de l'élément de missions : *Cette mission sera lancée dès le démarrage des chantiers et durera jusqu'à la fin des chantiers.*

4.3.11. Mission : Réalisation d'un audit environnemental final après la réception des chantiers (inclus au Forfait)

Objectif : *Réalisation d'un audit environnemental final sur l'ensemble du périmètre des chantiers à l'issue de leur réalisation.*

A ce titre, il est confié au titulaire la mission de réalisation de cet état des lieux. Cette mission devra avoir été terminée une fois l'ensemble des chantiers réalisés et réceptionnés. Le titulaire s'appuiera sur l'ensemble des études et bilans environnementaux réalisées par le titulaire au cours de sa mission ainsi que de visite d'audit finale de la base.

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du présent marché est notamment chargé de :

- Visiter le site autant que de besoin pour réaliser son état des lieux ;
- Réaliser toutes les études nécessaires dans les délais impartis ;
- Produire un compte rendu de l'audit environnemental final après chantier ;
- Présenter aux autorités militaires le compte rendu de l'audit environnemental final ;
- Présenter aux autorités civils le compte rendu de l'audit environnemental final.

Période d'exécution de l'élément de missions : *Cette mission sera lancée dès la réception du dernier chantier.*

ANNEXES

ANNEXE 1

**ORGANISATION DU MINISTERE DES ARMEES
MODALITES SPECIFIQUES DE L'EXERCICE DE LA POLICE
ADMINISTRATIVE AU MINISTERE DES ARMEES**

ANNEXE 2

Glossaire

ANNEXE 3

Liste des ICPE du site⁶

ANNEXE 4

Liste des IOTA du site

ANNEXE 5

VNEI

ANNEXE 6

NRE RAF 5

⁶ Les fiches de recensement ICPE existantes sont jointes en annexe